



**DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNE DE SAINTE-DENIS**

MAITRE DE L'OUVRAGE :

Communauté Intercommunale du NOrd de la Réunion
3, rue de la Solidarité – CS 61025 – 97495 Sainte Clotilde CEDEX
(Réunion – France)

ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

**POUR LA DESSERTTE DU TERRITOIRE DE LA MONTAGNE EN TRANSPORTS PAR CABLES,
COMMUNE DE SAINT-DENIS DE LA REUNION**

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)
Appel d'offres**

ATTENTION : Toutes les communications et tous les échanges d'informations (retrait du DCE, demande d'obtention de renseignement complémentaire, remise des candidatures et des offres...) seront effectués via la plateforme de dématérialisation : <https://marches.cinor.fr>

**NOUVELLE Date limite de réception des offres : VENDREDI 07 JUIN 2024 à 12 heures
locales**

ARTICLE 1 – OBJET

La CINOR a lancé en 2020 un marché de conception-réalisation-exploitation-maintenance pour un transport par câble sur la commune de Saint-Denis de la Réunion, entre les stations Hôpital située à proximité du CHU Bellepierre et La Vigie située à La Montagne (liaison téléportée d'environ 1,1 km reliant ces deux stations).

Cette opération est actuellement arrêtée en raison de deux modifications de programme majeures récemment actées par la collectivité :

1. Réduction drastique de la capacité du P+R amont situé au niveau de la station « La Vigie » ;
2. Nécessité de prise en compte d'un projet de nouvelle ligne entre la station La Vigie et le secteur de Saint-Bernard sur le territoire de La Montagne (4 stations).

Dans ce contexte, la CINOR relance un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage (« L'AMO ») dans les conditions décrites dans les pièces listées à l'article 2.6 ci-après, et qui couvre globalement :

- Le suivi de la conception et de la réalisation de la liaison Hôpital ↔ La Vigie ;
- Le suivi de l'exploitation-maintenance de cette même liaison pendant une durée d'un (1) an après mise en service ;
- L'étude de faisabilité d'un transport par câble sur le territoire de la Montagne dans la continuité de cette liaison jusqu'à Saint-Bernard.

Le marché est constitué de 2 lots :

- **Lot 1 : Mission d'AMO pour le pilotage des études et travaux ;**
- Lot 2 : Mission d'AMO pour la communication et la concertation.

Le présent RC ne concerne que le lot 1. La publicité et la mise en concurrence pour le lot 2 se fera ultérieurement.

La mission de l'AMO couvre l'ensemble des ouvrages de l'opération (système de transport téléporté, infrastructures, superstructures et équipements associés).

Le coût total du présent marché est estimé à 1,85 Millions d'euros HT.

ARTICLE 2 – CONDITIONS

2.1 – Etendue et mode de la consultation

Le présent marché est lancé selon la procédure d'appel d'offres (**articles R. 2161-2 à 2161-5 du Code de la commande publique**).

2.2 – Décomposition en tranches et en lots

Le marché est constitué de 2 lots :

- **Lot 1 : Mission d'AMO pour le pilotage des études et travaux**
- Lot 2 : Mission d'AMO pour la communication et la concertation

Le présent marché ne concerne que le lot 1. La publicité et la mise en concurrence pour le lot 2 se fera ultérieurement.

Le marché comporte une tranche ferme et 4 tranches optionnelles.

2.3 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. En cas de variante présentée, celle-ci sera écartée ; seule l'offre de base sera analysée, à condition d'être bien dissociée de la variante.

2.4 – Durée ou délai d'exécution

Cf. dispositions de l'avis d'appel public à concurrence et article 4 de l'acte d'engagement.

2.5 – Sous-traitance

*Les conditions de recours à la sous-traitance sont précisées **aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique** et à **l'article L. 2193-3 du code de la commande publique** : ATTENTION, LA SOUS-TRAITANCE EST INTERDITE POUR DE LA FOURNITURE, SAUF SI LE MARCHE COMPORTE DES PRESTATIONS DE SERVICES OU DES TRAVAUX DE POSE OU D'INSTALLATION)*

2.6 – Pièces remises aux candidats (pièces constitutives du dossier de consultation)

- 1) Les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration capacités) ;
- 2) Le présent règlement de consultation et ses annexes : le cadre du mémoire argumentaire et les études fournies à titre d'information ;
- 3) L'acte d'engagement (AE) et son annexe : le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- 4) Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe : le cahier des clauses sociales traitant de l'insertion par l'activité économique ;
- 5) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.7 – Délai de validité des offres

Le délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les soumissionnaires produiront un dossier complet rédigé en langue française (et en euros).

Les dossiers transmis par les candidats comportent une enveloppe contenant les renseignements relatifs à leur candidature (les pièces sont énumérées au § 3.1), ainsi que les pièces relatives à l'offre (les pièces sont énumérées au § 3.2).

3.1 – Le dossier de candidature contiendra les pièces suivantes :

3.1.1. Pièces de candidature réclamées

- A. Lettre de candidature (**formulaire DC1**) renseignée, comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre pas dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;
- B. Un justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession (**ou numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique**), OU récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription, ou équivalent

3.1.2. Capacité économique et financière

- C. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, et celui concernant les prestations objet du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur (exemple : attestations d'assurances pour risques professionnels ou garanties bancaires ou bilans prévisionnels...).

3.1.3. Capacité technique et professionnelle

- D. Déclaration du candidat indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- E. Déclaration indiquant les moyens matériels dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- F. Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- G. Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique ou des cadres de l'entreprises, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle du marché.

NB1 : Critères objectifs de participation : Les candidatures complètes seront évaluées au regard de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ainsi que de la capacité financière, technique et professionnelle du candidat (notamment, il sera apprécié le caractère probant des références présentées ainsi que la correspondance entre les moyens (financiers, humains, matériels) du candidat et les besoins exprimés dans le cahier des charges)

NB2 : Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

NB3 : En cas de groupement, l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées.

NB4 : L'acheteur public accepte que le candidat présente sa candidature dans les conditions posées à **l'article R. 2143-4 et les articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la commande publique** :

IMPORTANT

1/ Conformément à **l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique**, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, reprenant les documents ou renseignements de candidature réclamés ci-dessus.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

2/ Conformément aux **articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code de la commande publique**, les **candidats sont informés qu'ils sont dispensés de produire les documents ou renseignements sur la candidature** (par exemple sur le chiffre d'affaires, sur les références professionnelles, les effectifs, moyens matériels, **justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession** ...) à condition :

- Soit que la CINOR puisse obtenir directement ces documents ou renseignements par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès à ceux-ci doit être gratuit pour la CINOR.

- Ou soit que les documents et renseignements aient déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables (il appartient alors aux candidats de vérifier que ces documents ou renseignements fournis antérieurement sont encore valables).

3.2 – Le dossier relatif à l'offre du candidat contiendra :

A. L'Acte d'Engagement complété (si le candidat se présente en groupement conjoint, l'offre du candidat indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter).

- B.** La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) intégralement complétée selon le modèle fourni en annexe 1 de l'Acte d'Engagement.
- C.** Le Mémoire argumentaire répondant aux critères et sous-critères tels que précisés à l'article 4 et à l'annexe 1 du présent règlement de consultation. (le mémoire est contractuel dans son ensemble).

NB : Les personnes morales sont tenues d'indiquer dans leurs offres les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution de la prestation en question (cf. dispositions de l'article III.3.2 de l'avis de publicité communautaire établi conformément à l'annexe VII de la Directive européenne 2004/18/CE du 31 mars 2004 et l'article 4 de cette même directive). Cet élément d'information n'est pas un critère de jugement des offres.

Les documents remis par le maître d'ouvrage, à l'exception de ceux visés ci-dessus, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le maître de l'ouvrage font foi.

Tout dossier incomplet sera rejeté (en particulier, tous les prix demandés doivent être renseignés).

La Personne publique se réserve le droit de se faire communiquer les sous détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES

Les offres font l'objet d'un classement en fonction de la note totale obtenue par chaque soumissionnaire au regard de l'addition des points attribuées pour chacun des critères de jugement des offres mentionnés dans le présent document de consultation.

Critère 1 (Note N1 sur 48 points) : La Valeur Technique établie dans le cadre d'un mémoire argumentaire technique et décomposée en 4 sous-critères :

- Sous-critère 1 (sur 15 points) : Organisation rationnelle et qualitative du travail en termes de moyens humains spécifiquement affectés à l'exécution du marché, précisant le rôle et tâches de chaque personne intervenante ainsi que ses qualifications et expériences ;
- Sous-critère 2 (sur 8 points) : Temps passés par chacune des personnes intervenantes pour chaque élément de mission et chaque tranche, faisant apparaître sous forme de tableau les coûts homme/jour (au-delà de l'aspect quantitatif, il sera tenu compte dans l'appréciation de ce sous-critère de la cohérence entre les temps passés et les coûts homme/jour affichés) ;
- Sous-critère 3 (sur 15 points) : Méthodologie d'intervention proposée pour chaque élément de mission et chaque tranche, démontrant la compréhension de l'interface avec tous les intervenants du projet et étayée par un planning projet détaillé indiquant toutes les phases et leur enchaînement dans le respect des durées globales de chaque tranche.
- Sous-critère 4 (sur 10 points) : Dispositions prises pour garantir la disponibilité et réactivité de l'ensemble des ressources affectées.

Note technique N1 = somme des sous-critères 1 à 4 susvisés.

Critère 2 (Note N2 sur 30 points) : Le Prix

Le candidat sera évalué à travers la somme du montant total des prestations indiquées dans l'annexe financière à l'Acte d'Engagement (TF+TO1+TO2+TO3+TO4).

L'offre financière la moins-disante se verra attribuer 30 points.

Les autres soumissionnaires se verront attribuer une note selon la formule suivante :

Note financière N2 = 30 x (offre la moins disante / offre du soumissionnaire concerné).

Critère 3 (Note N3 sur 12 points) : Les Délais d'exécution proposés à l'article 4.2 de l'acte d'engagement, assortis des justificatifs probants de tenue des délais proposés

Les délais contractuels pour l'exécution de certaines tâches à la charge du titulaire et qui seront pris en compte dans l'analyse des offres, sont ceux sur lesquels le titulaire s'engage à l'article 4.2 de l'acte d'engagement.

Afin de s'assurer du caractère réaliste des délais proposés, le candidat est invité à justifier comment il compte garantir la bonne tenue des délais proposés dans l'annexe 1 « cadre de mémoire argumentaire »

NB : lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours de calendrier et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue

NB : Si un délai n'est pas renseigné par le candidat, celui est réputé engagé sur le délai plafond (sauf disposition contraire dans son offre), et c'est le délai plafond qui sera pris en compte pour le jugement de l'offre....).

Critère 4 (Note N4 sur 10 points) : La performance environnementale de l'offre

L'offre du candidat sera appréciée à travers une note méthodologique décrivant les mesures qui seront spécifiquement mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché pour réduire l'impact environnemental de sa prestation (utilisation de logiciels économes en énergie, méthodes innovantes...).

Classement :

NOTE GLOBALE (sur 100 points) : Note N1 + Note N2 + Note N3 + Note N4

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle dont la note globale est la plus élevée.

NB1 : Dans le cas où la valeur technique (ou la performance en matière de performance environnementale) est un critère de jugement des offres, un sous-critère de la valeur technique (ou de la performance en matière de performance environnementale) non renseigné par le candidat se traduira par la note de 0. Plus les éléments par sous-critère seront détaillés et pertinents, meilleure sera la note. En, cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car équivaldra à l'absence de remise d'un mémoire technique. De même, en cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la performance en matière de protection de l'environnement (si ce dernier est érigé en critère), l'offre sera éliminée dans son ensemble.

NB2 : Pour la formule de notation du critère prix, si le prix est un critère de jugement et si un prix égal à zéro euro est proposé par un candidat et que son offre n'est pas éliminée pour cause d'offre

anormalement basse non justifiée, il sera ajouté, pour la comparaison des offres de prix, + 1 euro à chacune des offres comparées (et donc +1 au numérateur et au dénominateur de la formule de notation du prix).

NB3 : Règles de correction en cas d'erreur constatée

Si les prestations sont à prix forfaitaire, la disposition suivante s'applique : **Le montant total général de l'offre, réputé intangible, sera considéré comme le résultat de la consultation** et prévaudra sur toute autre indication dans l'offre. S'il est demandé aux candidats de fournir une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et si la DPGF remise comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, la DPGF sera modifiée en conséquence. En cas de refus de corrections des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence.

Si les prestations sont à prix unitaire, la disposition suivante s'applique : en cas de discordance ou d'erreurs de prix constatées dans l'offre du candidat, **les prix unitaires sont réputés intangibles et les indications portées dans le bordereau de prix unitaires (BPU) prévaudront**. Le(s) montant(s) total(aux) indiqué(s) éventuellement dans les autres pièces de l'offre seront modifiés en conséquence. La Collectivité pourra demander au candidat d'effectuer les corrections. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence. S'il est demandé aux candidats de remettre un détail quantitatif estimatif dans leur offre, **les candidats devront répondre sur les quantités qui figurent au détail quantitatif estimatif sans modifier les quantités sous peine de voir cette offre déclarée irrégulière** : toutefois, par dérogation à cette sanction de principe, dans le cas où la modification d'une ou plusieurs quantités résulterait manifestement d'une erreur purement matérielle (par exemple : erreur matérielle dans le report ou dans la retranscription de la bonne quantité sur le DQE remis par le candidat, le candidat ayant par exemple travaillé le DQE sur son propre fichier informatique en omettant par erreur de reprendre la bonne quantité fournie initialement), le pouvoir adjudicateur pourra demandé au(x) candidat(s) concerné(s) **de confirmer les prix unitaires du BPU réputés intangibles**, en appliquant à ces prix les bonnes quantités du DQE soumises initialement à la consultation. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour irrégularité.

Par dérogation aux règles de principe énoncées ci-dessus, la seule exception qui sera admise au caractère intangible du prix unitaire (si le marché est à prix unitaire) ou du montant total général (si le marché est à prix global et forfaitaire) est le cas prévu par la jurisprudence du Conseil d'Etat (N°349149, du 21 septembre 2011) où il sera permis à titre exceptionnel de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue ».

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats devront faire parvenir leurs plis contenant les pièces énumérées à l'article 3 ci-avant. Les candidatures et les offres seront rédigées en langue française et l'offre formulée en euros.

Pour la remise des candidatures et des offres par les candidats : Il est spécifié aux candidats que leur candidature et leur offre doivent être transmises **uniquement par voie électronique** :

- sur le site www.cinor.org, Rubrique : Marchés publics en cours (cliquer sur l'action : accéder à la consultation)
- **ou sur le lien direct** : <https://marches.cinor.fr> (pls à déposer sur l'affaire en question)

Les modalités de dépôt des plis par voie électronique sont précisées dans le formulaire d'aide aux entreprises pour la dématérialisation disponible sur le site <https://marches.cinor.fr> Rubrique : Aide

Important : pour éviter des anomalies, le candidat doit s'assurer qu'il respecte les pré requis ainsi que les consignes contenues dans le formulaire en ligne d'aide aux entreprises pour la dématérialisation. Les documents transmis par les soumissionnaires à la personne publique devront obligatoirement être aux formats texte ou tableau ou PDF (et compatibles pour une lecture sur un matériel type PC).

IMPORTANT

Le candidat qui effectue une transmission de sa candidature et de son offre par voie électronique peut parallèlement transmettre, **à titre de copie de sauvegarde**, les documents précités (candidature et offre) sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, etc.) ou sur support papier, à condition de les faire parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant les mentions lisibles suivantes obligatoires :

- « le titre du marché concerné »
- « copie de sauvegarde ».

Elle ne pourra être ouverte que dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Attention : La copie de sauvegarde peut aussi être transmise par voie électronique conformément aux dispositions du décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022.

IMPORTANT CONCERNANT LA SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT (qui n'est plus obligatoire au stade du dépôt de l'offre)

Afin de simplifier le dépôt des offres, le Code de la commande publique, ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer l'offre présentée.

Le candidat peut signer l'acte d'engagement dès la remise de son offre s'il le souhaite. En tout état de cause, la signature de l'acte d'engagement ne sera exigée qu'au terme de la procédure du seul candidat déclaré attributaire.

L'attributaire sera invité à signer électroniquement l'acte d'engagement et à le déposer sur la plateforme de dématérialisation. La signature électronique devra être conforme aux prescriptions énoncées dans l'arrêté du 12 avril 2018 sur la signature électronique et notamment permettre la procédure de vérification de la signature constatée par un contrôle fonctionnel qui portera au minimum sur les points suivants :

- 1) L'identité du signataire ;
- 2) L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 de l'arrêté susmentionné (*à savoir être conforme au règlement « eIDAS » imposé par la réglementation européenne*) ;
- 3) Le respect du format de signature mentionné à l'article 3 de l'arrêté susmentionné (*Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015*) ;
- 4) Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature (*Attention au délai de validité du certificat délivré habituellement pour une année*) ;

5) L'intégrité du document signé.

Dans le cas où l'attributaire ne disposerait pas dans le délai imparti par la personne publique d'un certificat de signature électronique valide pour signer l'acte d'engagement, il sera autorisé à remettre ledit document signé de manière manuscrite par voie papier *(une fois l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant obligatoirement la signature électronique, les dispositions du précédent alinéa ne s'appliqueront plus, et l'absence de remise de l'acte d'engagement signé conformément à l'arrêté du 12 avril 2018, dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre).*

En tout état de cause, l'absence, de remise de l'offre signée électroniquement *(ou à défaut de manière manuscrite par voie papier jusqu'à l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant la signature électronique)*, dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre. De même l'absence de remise de tous les documents et justificatifs demandés à l'article 8 du RC, dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **12 jours** avant la date limite de remise des offres une demande par voie électronique sur le site internet : <https://marches.cinor.fr>, et ce en suivant les instructions ci-après :

- 1) Ouvrir l'affaire concernée sur le site : <https://marches.cinor.fr> par la rubrique « accéder à la consultation »
- 2) Onglet **Question** – Puis **Poser une question**
- 3) Rédigez votre question dans le cadre **Question (250 caractères max)** ou/et **joindre un fichier** en cliquant sur **Parcourir**
- 4) **Envoyer**

Le diagramme illustre l'interface web pour poser une question. Les annotations sont les suivantes :

- Clic sur Questions** : pointe vers l'onglet "Question" dans la barre de navigation.
- Poser une Question** : pointe vers le bouton "Poser une question" dans la barre d'actions.
- Rédiger la question Ou/ Et joindre un fichier** : pointe vers le champ de texte "Question (250 caractères max.) *" et le bouton "Parcourir..." pour joindre un fichier.
- Envoyer** : pointe vers le bouton "Envoyer" en bas à droite du formulaire.

Une réponse sera alors apportée à tous les candidats au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7 – DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES PLIS

La date et heure limites de réception des candidatures et des offres sont celles fixées en page 1 du règlement de consultation.

Les plis parvenus hors délais ne seront pas retenus, sauf dans l'hypothèse où l'acheteur public dispose d'éléments tangibles montrant que le pli électronique a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais.

ARTICLE 8.1 – PIECES A REMETTRE PAR L'ATTRIBUTAIRE UNIQUEMENT

Il est précisé qu'il ne pourra être exigé que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnées à l'**article R. 2143-6 et suivants du Code de la commande publique**.

Le justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (ATTENTION : une simple attestation sur l'honneur de la personne déclarant être habilitée à engager le candidat ne sera pas acceptée. Le justificatif devra être probant (statuts ou mandat...)).

En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Si une forme juridique est imposée dans l'AAPC ou le présent RC au stade de l'attribution, le groupement devra revêtir cette forme.

L'habilitation doit être valable et émaner d'une personne habilitée à engager le co-traitant (fournir le justificatif de pouvoir également).

ARTICLE 8.2 : Application des articles 54 et 56 à 66 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 pour une partie des prestations :

En application des dispositions de l'article 54 et des articles 56 à 66 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971, ***l'activité de conseil juridique, contrairement à l'activité de représentation en justice, n'est pas exclusivement réservée à la profession d'avocat (notamment peuvent donner des conseils juridiques les personnes titulaire d'une licence en droit ou, à défaut, justifiant d'une compétence juridique appropriée à la consultation (...) en matière juridique (...) conformément aux articles 56 à 66)***

Ainsi par exemple, en application de l'article 58, Les juristes d'entreprise exerçant leurs fonctions en exécution d'un contrat de travail au sein d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises peuvent, dans l'exercice de ces fonctions et au profit exclusif de l'entreprise qui les emploie ou de toute entreprise du groupe auquel elle appartient, donner des consultations juridiques (...) relevant de l'activité desdites entreprises.

Etant donné que le prestataire retenu sera amené à garantir juridiquement des procédures qui seront initiées dans le cadre de sa mission, en formulant les conseils adéquats, il appartient à chaque candidat soumissionnaire au présent marché de justifier la recevabilité de son offre au regard des dispositions de la loi précitée.

Notamment, si un candidat s'appuie sur l'article 60 de la loi pour justifier sa compétence juridique *(Les personnes exerçant une activité professionnelle non réglementée pour laquelle elles justifient d'une qualification reconnue par l'Etat ou attestée par un organisme public ou un organisme professionnel agréé peuvent, dans les limites de cette qualification, donner des consultations juridiques relevant directement de leur activité principale), il doit conformément au respect de l'article 54 1° alinéa 4 ! Pour chacune des activités non réglementées visées à l'article 60, la compétence juridique résulte de l'agrément donné, pour la pratique du droit à titre accessoire de celle-ci, par un arrêté qui fixe, le cas échéant, les conditions de qualification ou d'expérience juridique exigées des personnes exerçant cette activité et souhaitant pratiquer le droit à titre accessoire de celle-ci.*

Rappel de la Réglementation applicable pour une partie des prestations : notamment la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée, portant réforme de certaines professions juridiques et judiciaires, décret n° 2023-552 du 30 juin 2023, relatif aux règles de déontologie de la profession d'avocats.

Il est important que les références professionnelles exigées dans le règlement de la consultation soient présentées dans le respect des principes déontologiques et des réglementations applicables aux professions concernées.

ANNEXE 1 – CADRE DU MEMOIRE ARGUMENTAIRE

1/ CRITERE 1 (NOTE N1 SUR 48 POINTS) : LA VALEUR TECHNIQUE décomposée en 4 sous-critères :

1.1/ Sous-critère 1 (sur 15 points) : Organisation rationnelle et qualitative du travail en termes de moyens humains spécifiquement affectés à l'exécution du marché, précisant le rôle et tâches de chaque personne intervenante ainsi que ses qualifications et expériences.

1.1.A/ Développement de la proposition du candidat

.....

1.1.B/ Synthèse des propositions du sous critère 1

.....

1.2/ Sous-critère 2 (sur 8 points) : Temps passés par chacune des personnes intervenantes pour chaque élément de mission et chaque tranche, faisant apparaître sous forme de tableau les coûts homme/jour (au-delà de l'aspect quantitatif, il sera tenu compte dans l'appréciation de ce sous-critère de la cohérence entre les temps passés et les coûts homme/jour affichés).

1.2.A/ Développement de la proposition du candidat

.....

1.2.B/ Synthèse des propositions du sous critère 2

.....

1.3/ Sous-critère 3 (sur 15 points) : Méthodologie d'intervention proposée pour chaque élément de mission et chaque tranche, démontrant la compréhension de l'interface avec tous les intervenants du projet et étayée par un planning projet détaillé indiquant toutes les phases et leur enchaînement dans le respect des durées globales de chaque tranche.

1.3.A/ Développement de la proposition du candidat

.....

1.3.B/ Synthèse des propositions du sous critère 3

.....

1.4/ Sous-critère 4 (sur 10 points) : Dispositions prises pour garantir la disponibilité et réactivité de l'ensemble des ressources affectées.

1.4.A/ Développement de la proposition du candidat

.....

1.4.B/ Synthèse des propositions du sous critère 4

.....

2/ Critère 3 (Note N3 sur 12 points) : Les Délais d'exécution proposés à l'article 4.2 de l'acte d'engagement, assortis des justificatifs probants de tenue des délais proposés

Les délais contractuels pour l'exécution de certaines tâches à la charge du titulaire et qui seront pris en compte dans l'analyse des offres, sont ceux sur lesquels le titulaire s'engage à l'article 4.2 de l'acte d'engagement.

Afin de s'assurer du caractère réaliste des délais proposés, le candidat est invité à justifier comment il compte garantir la bonne tenue des délais proposés :

.....

3/ CRITERE 4 (NOTE N4 SUR 10 POINTS) : LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE DE L'OFFRE

L'offre du candidat sera appréciée à travers une note méthodologique décrivant les mesures qui seront spécifiquement mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché pour réduire l'impact environnemental de sa prestation (utilisation de logiciels économes en énergie, méthodes innovantes...).

3.A/ Développement de la proposition du candidat

.....

3.B/ Synthèse des propositions du critère 4

.....

ANNEXES FOURNIES SOUS FORMAT NUMERIQUE :

■ **ANNEXE 2 – ETUDES PRELIMINAIRES**

Fichier .pdf : TPCR-EPR-AMO-DOS-160011A-Rapport EPR_CINOR_A

Fichier .pdf : TPCR-EPA-AMO-DOS-180066A-études préliminaires approfondies_Vf

■ **ANNEXE 3 – DDS & AVIS DU STRMTG**

Dossier .zip : DDS

■ **ANNEXE 4 – DPS**

Dossier .zip : 08-T0_15_DPS : **EN COURS D'OBTENTION**

Dossier .zip : 9- DPS v5 suite avis AMO

■ **ANNEXE 5 – ETUDE D'IMPACT**

Fichier .pdf : TPC_Montagne_EI_Biotope_VF2

■ **ANNEXE 6 – ETUDE DE FAISABILITE D'UNE LIAISON TPC ENTRE LA VIGIE ET SAINT-BERNARD**

Fichier .pdf : TPCCINOR_SD_EDE_REU_PPT_05_A_CoTech-110923_Extraits

Les annexes 2 à 6 sont fournies à titre d'information afin de permettre aux candidats d'apprécier le contenu des missions qui seront confiées au titulaire.

L'attention des candidats est notamment attirée sur le fait que les études préliminaires (Annexe 2) et le DDS (Annexe 3) ont été produits avec l'hypothèse d'un pylône intermédiaire et l'implantation de la station Hôpital au Nord de la RN6, et que le Programme du maître d'ouvrage a évolué sur ces deux points (cf. précisions figurant au CCTP).